



Agence de
**Wallis-et-
Futuna**

CONJONCTURE ECONOMIQUE

Tendances conjoncturelles

2^{ème} trimestre 2026

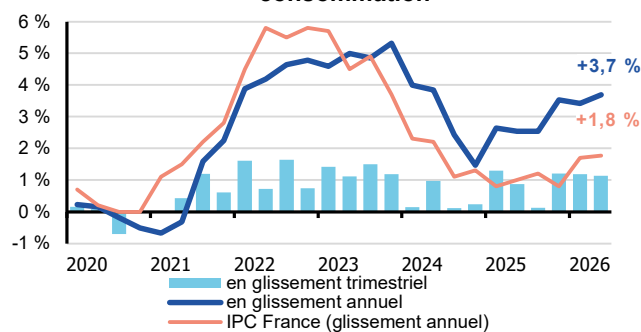
Au second trimestre 2026, l'activité économique de Wallis-et-Futuna présente des signes de fléchissement. L'inflation poursuit sa progression, portée par la hausse des prix de l'énergie et de l'alimentation. Hors importations liées aux travaux de l'aéroport de Hihifo, les importations sont en diminution, tant pour les biens à destination des ménages que des entreprises. L'emploi progresse dans le secteur public mais se replie dans le secteur privé, le secteur du BTP faisant exception. L'investissement des entreprises recule, comme en témoignent la baisse des crédits d'investissement et la diminution des importations de biens d'équipement. Malgré ces signaux de ralentissement, la consommation des ménages se montre plus soutenue qu'au premier trimestre. Le trafic aérien international reste stable.

La crise énergétique mondiale pèse sur l'évolution des prix et des importations, mais la consommation des ménages résiste

L'inflation portée par la hausse des prix de l'énergie et de l'alimentation

L'inflation poursuit sa progression au second trimestre 2026 avec une progression de 1,1 % des prix à la consommation par rapport au premier trimestre.

Évolution de l'indice des prix à la consommation



Source : STSEE, INSEE, données trimestrielles

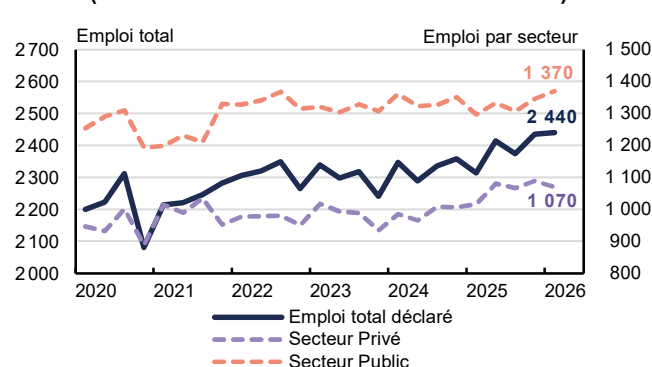
© IEOM

Sur les 12 derniers mois, les prix augmentent de 3,7 %, contre +1,8 % pour la France entière. Les tensions internationales d'approvisionnement de produits pétroliers avec le conflit dans le détroit d'Ormuz se font ressentir au niveau des prix de l'énergie, en hausse de 9,3 % sur le trimestre et de 6,3 % sur un an. Dans un même temps, les prix de l'alimentation continuent d'alimenter l'inflation avec une progression de 6,3 % sur un an. Enfin, les services et les produits manufacturés ont un impact plus modéré sur les prix, avec une hausse respective de 0,6 % et 2,7 % en g.a¹.

Stabilité de l'emploi déclaré, malgré des tendances sectorielles opposées

À fin mars 2026, 2 440 salariés sont déclarés à la Caisse des Prestations Sociales (CPS WF)², soit un niveau stable par rapport au trimestre précédent (+0,21 %, soit +5 salariés). Il s'agit du plus haut niveau d'emploi déclaré localement jamais observé. Sur un an, la progression atteint 5,5 %.

Emploi déclaré localement
(nombre de salariés déclarés à la CPSWF)



Source : CPS WF (au T1 2026)

© IEOM

La croissance annuelle concerne l'ensemble des secteurs : l'emploi privé progresse de 5,2 % et l'emploi public de 5,6 % sur la même période. Le BTP enregistre la hausse la plus marquée (+12,3 %, soit +16 salariés), suivi par le commerce (+0,9 %, soit +10 salariés), qui demeure avec 443 salariés le principal employeur du secteur privé. Un reclassement de certaines entreprises

¹ g.a : glissement annuel. Variation mesurée entre la période étudiée et la même période de l'année précédente.

² Cet indicateur ne couvre pas l'ensemble de l'emploi du territoire. Une partie de l'emploi privé demeure informelle, tandis qu'une fraction des emplois publics n'est pas déclarée localement.

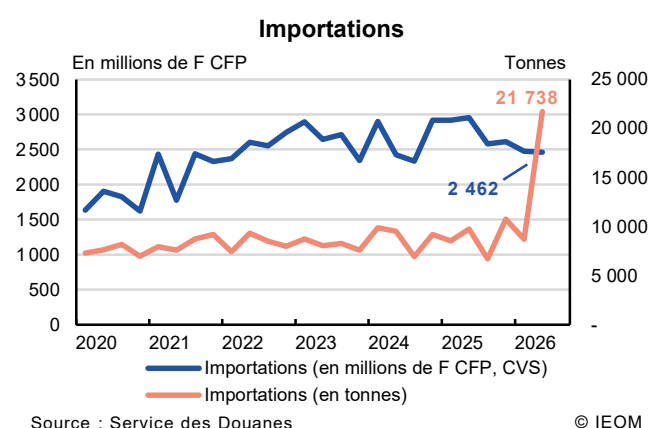
de l'industrie et de l'artisanat vers les services ne permet pas d'analyser leurs évolutions en glissement annuel, ces secteurs comptent désormais respectivement 52 et 426 salariés à fin mars 2026.

En rythme trimestriel, le secteur public poursuit sa dynamique positive (+1,8 %), tandis que l'emploi privé s'oriente à la baisse (-1,7 %). Seul le BTP affiche une progression au deuxième trimestre 2026 (+8,0 %).

Le secteur public reste prépondérant : il représente près de 56 % de l'ensemble des emplois déclarés localement.

Les importations globales poursuivent la baisse entamée en début d'année

Les **importations totales atteignent 2 462 millions de F CFP** au second trimestre 2026, soit une diminution de **-0,6 %** par rapport au trimestre précédent (données CVS). En glissement annuel, elles reculent de 16,7 %. Cette baisse s'explique par les niveaux élevés qui ont été observés l'année passée à la même période.



En volume, les importations bondissent de 149,7 %, ce qui s'explique par l'arrivée sur ce trimestre de trois barges transportant environ 4 000 tonnes chacune pour la rénovation de la piste de l'aéroport de Hihifo.

Avec **511 conteneurs déchargés** par 6 navires de marchandise sur le trimestre, Wallis-et-Futuna enregistre une progression de 50 unités par rapport au premier trimestre 2026, soit +11,8 % (-21,9 % par rapport au T2 2025).

Les **recettes douanières et fiscales** perçues au cours du trimestre s'élèvent à 812 millions de F CFP (+12,7 % par rapport au T1). Elles sont principalement alimentées par les taxes d'entrée (404 millions), les droits de douane (118 millions) et les taxes intérieures de consommation (162 millions).

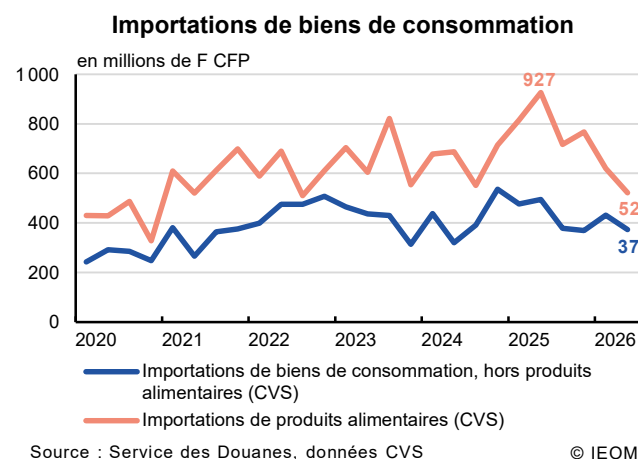
Une consommation des ménages qui progresse malgré la baisse des importations de biens de consommation

Au second trimestre 2026, la consommation des ménages semble progresser, malgré la baisse des importations de biens de consommation.

En effet, le nombre de **transactions sur les TPE** des commerçants est en hausse de 17,0 % tout comme les montants enregistrés (+12,1 %) qui s'établissent à 1 211 millions de F CFP. La même tendance est observée sur les **retraits aux distributeurs** avec 568 millions de F CFP retiré soit une progression de 16,7 %.

Les importations de **produits alimentaires** montrent un repli. Elles diminuent tant en valeur (-15,9 %, données CVS) qu'en volume (-17,5 %). Elles atteignent **521 millions de F CFP** à fin juin 2026 (CVS).

Les **importations de biens de consommation hors produits alimentaires**, reculent également (-13,6 % par rapport au T1, données CVS). En volume, elles enregistrent en revanche une progression de (+4,4 %) en raison des importations de meubles qui progressent fortement en volume mais stagnent en valeur.



Les importations d'articles d'habillement diminuent de 7,5 % (CVS) sur le trimestre, tandis que celles des biens d'équipement du foyer sont en hausse de 18,9 % (CVS).

Les **immatriculations de véhicules neufs** de tourisme repartent nettement à la hausse, avec 47 unités contre 22 le trimestre précédent.

L'encours bancaire des crédits aux ménages s'établit à 2 945 millions de F CFP à fin juin 2026, stable par rapport au premier trimestre. Celui-ci est composé principalement de crédits à la consommation à hauteur de 2 045 millions de F CFP (+1,3 %) et de crédits à l'habitat pour 900 millions de F CFP (-2,9 %). Sur un an, les crédits aux ménages progressent de 16,7 %.

Le nombre de personnes physiques en interdiction bancaire passe de 510 à 526 personnes sur le trimestre (+7,1 %). Sur un an, le nombre de personnes en interdiction bancaire augmente de 3,1 %.

Le nombre d'incidents de paiement par chèque, quant à lui, poursuit sa dégression avec une chute de 35,7 % sur le trimestre et 63,2 % en un an. On dénombre 236 incidents au T2 2026. Cette baisse s'explique à la fois par l'abandon progressif de l'utilisation des chèques, la DGFIP cessant désormais d'émettre des chéquiers, et par l'effet de base lié aux modifications des règles d'utilisation de la BWF, qui avaient entraîné une forte hausse un an plus tôt.

L'activité des entreprises montre des signes de faiblesse

Les **importations de biens d'équipement**, principalement destinés aux entreprises, diminuent au T2 2026, passant de 353 millions de F CFP au T1 à 308 millions F CFP, soit une **baisse de 12,9 %** (données CVS). C'est le niveau en dessous de ce qui est observé sur les cinq dernières années, et qui confirme la faible dynamique depuis fin 2025.

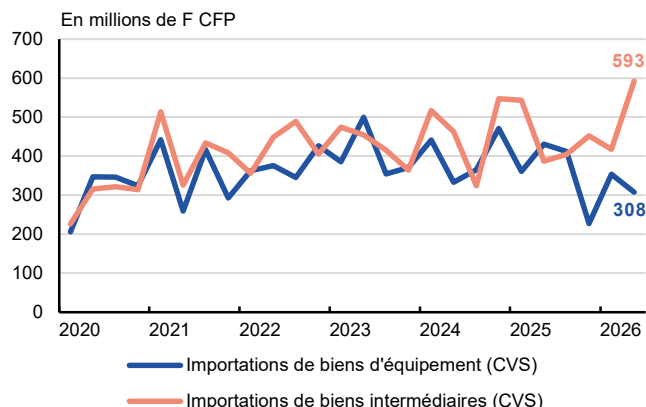
En revanche, une **hausse de 42,0 % (CVS) des importations de biens intermédiaires** sur le trimestre, montre l'importance du secteur du BTP sur le territoire, cette hausse étant principalement due aux travaux de l'aéroport de Hihifo.

L'acquisition de **véhicules utilitaires** reste stable avec 23 acquisitions sur le trimestre.

Le **taux de créances douteuses brutes des entreprises** progresse de 1,54 points pour s'établir à 1,9 %.

Les **encours de crédits des entreprises** s'établissent à 4 007 millions de F CFP, en diminution de 10,1 % sur un an. Ils sont principalement composés de crédits d'exploitations pour un montant de 2 367 millions de F CFP (-7,8 % en g.a.) et de crédits d'investissement à hauteur de 1 527 F CFP (-15,6 % en g.a.).

Importations de biens d'équipement et de biens intermédiaires



Source : Service des Douanes, données CVS

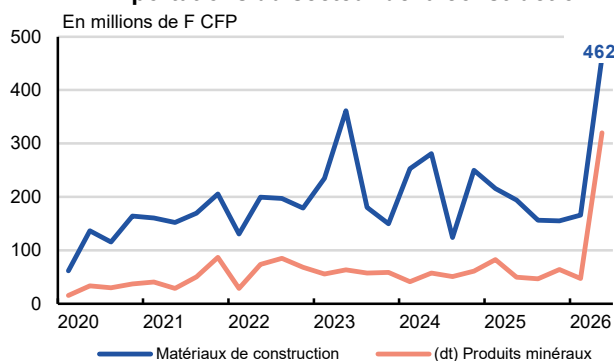
© IEOM

Le BTP et le transport aérien soutiennent l'activité locale

Le secteur de la construction très impacté par la commande publique

Au deuxième trimestre 2025, une partie des matériaux de constructions³ pour la rénovation de la piste de l'aéroport de Hihifo ont été importés. Il s'agit de trois barges qui doivent transporter chacune environ 4 000 tonnes de gravats en provenance de Tasmanie (sur les six au total pour l'ensemble du chantier, les deux dernière arrivant au T3). Elles sont responsables de la forte hausse de 179,0 % des importations de matériaux de construction du secteur, et de la progression de 582,4 % des importations de produits minéraux.

Importations du secteur de la construction



Source : Service des Douanes

© IEOM

Les **effectifs salariés** du BTP progressent de 8,0 % au deuxième trimestre 2025 passant de 138 à 149 salariés.

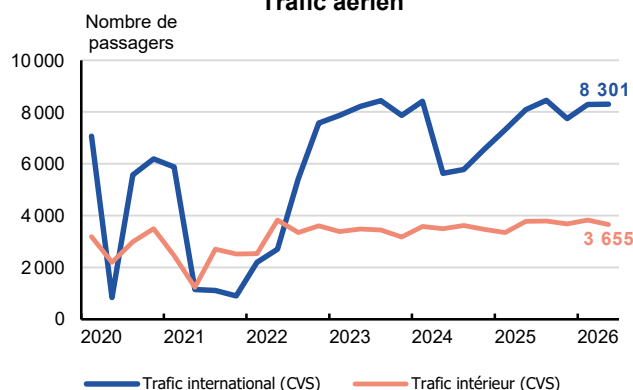
L'**indice du prix du bâtiment** progresse de 0,30 % entre février et avril 2026. Sur un an la hausse est moins importante que l'inflation sur la même période, elle s'établit à 0,96 %.

Le trafic aérien se stabilise

Le **trafic aérien international** reste stable par rapport au premier trimestre 2026 (+0,2 %). La fréquentation des vols internationaux s'établit à **8 301 passagers** (CVS). Depuis la contraction liée aux émeutes en Nouvelle-Calédonie en 2024, le trafic s'est progressivement redressé et a retrouvé des niveaux proches de ceux observés avant la crise. Sur un an, il progresse de 2,61 %.

Le **solde migratoire** fait état de 146 arrivées nettes sur le trimestre.

Trafic aérien



Source : Aviation civile

© IEOM

Le **trafic entre les îles Wallis et Futuna** demeure relativement stable depuis plusieurs années. Avec 3 655 passagers (CVS), celui-ci montre tout de même un léger fléchissement au T2 2026 avec une diminution du trafic de 3,2 % sur le trimestre et de 4,7 % sur un an.

³ Cet indicateur regroupe les éléments en métal pour la construction, les produits minéraux (dt. Ciment), les métaux et produits métalliques.

L'Asie-Pacifique a également été affectée par les tensions inflationnistes internationales

En Australie, la croissance économique a progressé de 0,3 % au premier trimestre 2026, un rythme inférieur aux attentes et en net ralentissement par rapport à la fin 2025. C'est la plus faible croissance en un an, pénalisée par la consommation des ménages et les dépenses publiques, des perturbations climatiques et une demande extérieure affaiblie. Les exportations reculent de 1,1 %, notamment en raison de moindres expéditions de charbon et de minerai de fer, tandis que les importations augmentent de 2,1 %. L'inflation a ralenti à 3,8 % en juin 2026, mais reste au-dessus de la cible de la banque centrale (2-3 %). C'est la hausse la plus modérée depuis février. Le taux de chômage est légèrement remonté à 4,5 % en juillet (niveau comparable à celui d'avril, à un plus haut depuis fin 2021). En août, la RBA a maintenu son taux directeur à 4,35 %.

L'économie néo-zélandaise a progressé de 0,8 % au premier trimestre 2026 par rapport au trimestre précédent, en progression après une croissance révisée à 0,5 % au 4^e trimestre 2025. La croissance est principalement portée par les services, avec de bonnes performances dans le commerce. En revanche, les industries primaires reculent de 0,5 %, pénalisées par une forte baisse de l'activité minière (-11,6 %). Du côté de la demande, la consommation privée et l'investissement augmentent chacun de 0,8 %, tandis que les dépenses publiques progressent de 0,4 %. Le taux de chômage est remonté à 5,6 % au deuxième trimestre. C'est son plus haut niveau depuis 2015, dans un contexte où les entreprises subissent encore le choc énergétique mondial. L'inflation annuelle a accéléré à 4,1 % au deuxième trimestre 2026, contre 3,1 % au trimestre précédent. Elle dépasse les prévisions et sort de la fourchette cible de la banque centrale, atteignant son plus haut niveau depuis fin 2023. En juillet 2026, la RBNZ a relevé son taux directeur de 25 points de base, à 2,50 %.

L'économie indonésienne a progressé de 3,7 % au deuxième trimestre 2026 par rapport au trimestre précédent, effaçant la contraction de 0,8 % enregistrée au premier trimestre. Cette croissance est principalement portée par une reprise de la consommation privée (+2,7 % après +1,0 % au T1). Les dépenses publiques rebondissent également de manière marquée (+15,0 % après -30,1 %). Le commerce extérieur contribue positivement à la croissance, même si les exportations (+8,4 %) progressent moins vite que les importations (+12,4 %). Le marché du travail s'avère résilient, avec un taux de chômage à 4,7 % en mars 2026. En août 2026, la Bank of Indonesia a maintenu son taux directeur à 5,75 %. L'inflation annuelle a ralenti à 2,9 % en juillet, restant dans la fourchette cible de 1,5 % à 3,5 %.

Aux îles Fidji, l'économie devrait progresser de 1,5 % en 2026, après une hausse estimée de 3,0 % en 2025, sous l'impulsion du secteur tertiaire. Entre janvier et juin 2026, la production de bois ainsi que la production aurifère se dégradent tandis que la fréquentation touristique progresse. L'inflation a fortement augmenté pour atteindre 6,1 % en juin. En juillet 2026, la RBF a maintenu son taux directeur à 0,25 %.

Sources : Stats NZ, Australian Bureau of Statistics, Statistics Indonesia, Reserve Bank of Fiji, New Zealand Parliament, Asian Development Bank

Incertitude géopolitique et prix élevés de l'énergie pèsent sur la croissance

Les tensions au Moyen-Orient alimentent les incertitudes de l'environnement international au deuxième trimestre 2026. Les prix de l'énergie demeurent élevés ; le prix du baril oscillant entre 90 et 100 dollars ; contrebalançant la dynamique insufflée par les investissements massifs réalisés dans les nouvelles technologies, intelligence artificielle en tête. Les perspectives de croissance mondiale restent stables, à 3,0 % pour l'exercice 2026 dans les dernières prévisions du FMI, mais masquent des situations contrastées.

À la faveur de leur rôle de leader de l'innovation dans l'intelligence artificielle et d'exportateurs nets d'énergie, les Etats-Unis résistent à cette incertitude. Cependant, la croissance du PIB US ralentit à 1,5 % au deuxième trimestre en rythme annualisé (après 2,1 % au trimestre précédent). L'inflation, malgré le ralentissement enregistré aux mois de juin et juillet, y reste sensiblement supérieure à l'objectif de 2% de la Réserve Fédérale, entretenant une attente forte autour des futures évolutions des taux d'intérêt directeurs.

Importatrice nette d'énergie et desservie par une confiance des ménages en berne, la zone euro enregistre une croissance faible, bien que supérieure aux anticipations, à 0,4 % sur le trimestre. L'Espagne se distingue par un certain dynamisme de son économie (+0,7 %), alors que l'Italie et l'Allemagne enregistrent des performances plus modestes (+0,2 %). En France, la croissance rebondit au deuxième trimestre à +0,2 % après -0,1 % le trimestre précédent.

L'inflation a progressivement ralenti au cours du trimestre. Elle ressort à 2,8 % à fin juin dans la zone euro, niveau supérieur à la cible de 2 %. Le Conseil des gouverneurs de la Banque Centrale Européenne a maintenu le 26 juillet 2026 les taux d'intérêt directeurs inchangés, tout en surveillant de près l'intensité et la durée du choc énergétique, susceptibles d'alimenter une montée des prix dans la zone euro.

L'économie japonaise souffre elle aussi des coûts élevés de l'énergie, malgré l'effet de mesures fiscales en ayant amorti l'impact, entraînant un ralentissement de sa croissance, à 1,1 % au second semestre 2026 en rythme annualisé.

Les économies émergentes et en développement connaissent des évolutions contrastées, fonctions de leur dépendance aux importations d'énergie ou de leur insertion dans les chaînes de valeur internationales. L'économie indienne bénéficie toujours de perspectives de croissance élevées pour l'exercice 2026, malgré des anticipations de ralentissement en raison de sa dépendance aux importations d'énergie. Les prix élevés de l'énergie pèsent également sur l'économie chinoise, dont la croissance accuse un léger ralentissement au second trimestre, à 4,3 % sur un an, contre 5,0 % au trimestre précédent.

Sources : FMI (WEO, juin 2026) , Banque de France (Projections macroéconomiques France, juin 2026, Bulletin économique de la BCE n°5/2026), Banque du Japon (Highlights of the Outlook for Economic Activity and Prices (July 2026)), Banca d'Italia (Economic Bulletin n°3-2026), Bundesbank (The German economy monthly report-August 2026)

Toutes les publications de l'IEOM sont accessibles et téléchargeables gratuitement sur le site www.ieom.fr

Directeur de la publication : S. FLOCH-LAIMÉ ■ Rédaction : B. CHEVET